

LE DÉFI DU FINANCEMENT D'UNE ÉDUCATION DE MASSE ET DE QUALITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

Jeudi 2 mai 2024

INTRODUCTION

L'année 2024 a été désignée comme l'année de l'éducation par l'Union africaine. Dans une Afrique en pleine mutation, l'éducation s'impose comme une priorité stratégique. Pourtant, en Afrique de l'Ouest, les mécanismes de financement et la qualité de l'offre éducative demeurent des défis majeurs. Le financement d'une éducation de qualité pour tous est encore loin d'être assuré au niveau mondial. En Afrique de l'Ouest, seuls environ 4 pour cent du PIB sont consacrés à l'éducation, ce qui est inférieur aux 6 pour cent de la norme internationale. Aujourd'hui, la croissance démographique de la région est un élément fondamental à prendre en compte, cela peut être un obstacle au financement de l'éducation en raison de la pression accrue sur les ressources disponibles et l'augmentation des coûts, nécessitant une planification et des investissements stratégiques pour garantir l'accès à une éducation de qualité pour tous.

En mai 2024, le Think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest WATHI a organisé un dialogue virtuel autour du thème : « Le défi du financement d'une éducation de masse et de qualité en Afrique de l'Ouest », en partenariat avec l'Ambassade d'Irlande au Sénégal.

Dans ce contexte, cette discussion a permis d'explorer l'état actuel du financement de l'éducation, la façon dont la dynamique démographique de la région affecte ce financement et la qualité de l'éducation et des pistes de recommandations pour prendre en charge cette question.

L'INTERVENANTE

Dr. Salimata Faye Diop, Économiste de l'éducation - Enseignante chercheuse à la Faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation (FASTEF) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. En 2014, elle a été Présidente de la Commission « Financement de l'éducation et de la formation » des Assises Nationales de l'éducation et de la formation au Sénégal.

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- La contrainte majeure à laquelle font face les pays d'Afrique de l'Ouest dans le financement de l'éducation est la croissance démographique rapide, combinée à une population très jeune. L'Afrique est aujourd'hui la région du monde où les besoins en éducation augmentent le plus. Selon un rapport de l'UNICEF (2019), le nombre d'enfants à scolariser devrait atteindre 619 millions d'ici 2030, dont 444 millions en Afrique. Malgré les progrès réalisés depuis deux décennies pour améliorer l'accès à l'éducation, cet accès reste insuffisamment inclusif. En Afrique subsaharienne, 34 millions d'enfants en âge d'être à l'école primaire ne sont pas scolarisés, tout comme 61 millions d'adolescents en âge d'aller au collège.
- Les difficultés de scolarisation sont liées à plusieurs facteurs. En premier, la pauvreté affecte fortement la fréquentation scolaire. Les enfants issus des ménages les plus pauvres sont quatre fois plus susceptibles de ne pas être scolarisés que ceux des ménages les plus aisés. Ensuite, les conflits et les déplacements forcés : plus de la moitié des réfugiés dans le monde ont moins de 18 ans, selon l'UNESCO. Le handicap également, souvent négligé, constitue une cause majeure d'exclusion. Entre 93 et 150 millions d'enfants dans le monde vivent avec un handicap. Dans les pays à faibles revenus, environ 40 % de ces enfants ne sont pas scolarisés au niveau primaire.
- Les pays d'Afrique de l'Ouest accusent un retard notable en ce qui concerne les cibles internationales en matière de scolarisation. Le taux moyen de scolarisation dans la région avoisine 80 %, soit en deçà de la moyenne des pays en développement. L'écart est encore plus marqué pour l'achèvement du cycle scolaire, avec seulement 50 % des élèves ouest-africains atteignant la fin de leur cursus, contre 73 % ailleurs.
- Au-delà de l'accès, la qualité des apprentissages reste problématique. Plusieurs évaluations régionales révèlent que la majorité des élèves n'acquièrent pas les compétences de base attendues. Par ailleurs, la majorité des pays ne respectent pas les engagements internationaux en matière de financement. Seuls le Togo, le Sénégal, le Burkina Faso et la Sierra Leone consacrent plus de 20 % de leurs dépenses publiques à l'éducation. D'autres pays comme la Guinée, la Gambie ou le Libéria y allouent moins de 15%.
- La pandémie de COVID-19 a aggravé la situation : plus de la moitié des pays d'Afrique de l'Ouest ont connu une stagnation ou une réduction des dépenses éducatives. Les fermetures d'écoles ont accentué les inégalités, notamment pour les enfants issus des ménages vulnérables. L'aide publique au développement dédiée à l'éducation est en baisse constante depuis une décennie, et sa répartition reste inéquitable, mal ciblée, et insuffisamment coordonnée.
- Il y a aussi une efficacité limitée dans l'utilisation des ressources. Malgré des ressources injectées dans le secteur, leur efficacité reste faible, tant sur le plan interne (abandon scolaire élevé, faible taux d'achèvement) qu'externe (difficultés d'insertion professionnelle). Le déclassement de jeunes diplômés occupant des emplois sous-qualifiés est courant, alimentant la précarité et le chômage.
- Les pays ajustent leurs priorités selon les dynamiques du système. Par exemple, au Sénégal, la priorité initiale donnée à l'accès au primaire a nécessité une réaffectation des ressources. Toutefois, les salaires des enseignants représentent la majeure partie des dépenses de fonctionnement, laissant peu de marge pour les infrastructures scolaires. On observe également une mauvaise répartition des enseignants selon les besoins réels sur le terrain.

RECOMMANDATIONS

- Procéder à une évaluation rigoureuse des besoins de financement de l'éducation dans chaque pays d'Afrique de l'Ouest. Cela permettrait de mieux orienter les ressources disponibles, d'attirer davantage d'aide extérieure et de promouvoir des mécanismes de financement innovants, face à la baisse progressive de l'aide publique au développement. Il est également pertinent de s'inspirer de modèles éprouvés dans d'autres régions du monde, comme l'Inde ou la Chine, qui ont su relever des défis démographiques majeurs.

- Sécuriser le financement public de l'éducation par une planification réaliste et résiliente, prenant en compte les chocs économiques potentiels (comme l'a montré la pandémie de COVID-19). Cela implique une meilleure compréhension des crises, une mobilisation accrue des ressources fiscales nationales et la mise en place de dispositifs de financement durables.
- Optimiser l'utilisation des ressources existantes en s'inspirant des écoles à faibles coûts unitaires mais à résultats élevés. Il est essentiel d'identifier les facteurs de performance des établissements pour généraliser les bonnes pratiques et améliorer l'efficacité du financement.
- Renforcer l'investissement dans le numérique, notamment en équipements informatiques accessibles à tous les élèves. Les efforts amorcés durant la pandémie doivent être consolidés. La formation des enseignants et des élèves aux outils numériques est primordiale pour tirer pleinement profit des innovations technologiques dans l'apprentissage.
- Améliorer la formation et le recrutement des gestionnaires et formateurs scolaires. Certains responsables ont des lacunes en lecture, écriture ou gestion. Il est crucial de renforcer leurs compétences afin de garantir une utilisation efficace des ressources allouées au secteur. Renforcer les compétences des gestionnaires scolaires et assurer un suivi rigoureux de l'utilisation des fonds publics sont des conditions essentielles pour atteindre une éducation inclusive, équitable et de qualité en Afrique de l'Ouest.
- Développer des partenariats public-privé solides, sources complémentaires de financement. Les entreprises peuvent investir dans les écoles, fournir du matériel ou proposer des programmes de mentorat. En contrepartie, les gouvernements peuvent offrir des incitations fiscales ou développer des programmes de partenariat spécifiques.
- Lutter fermement contre la corruption dans le secteur éducatif, en garantissant une gestion transparente et équitable des ressources. Une gouvernance saine est essentielle pour renforcer la confiance et l'impact des investissements.
- Renforcer la coopération internationale en matière d'éducation, à travers le partage de bonnes pratiques, l'échange d'expertises et la mobilisation de financements régionaux et mondiaux.
- Augmenter les investissements dans l'éducation de manière innovante : cela passe par la hausse des budgets publics, la participation accrue du secteur privé, la mise en place de fonds dédiés, ou encore l'allègement conditionnel de la dette. Une gestion rigoureuse et transparente est indispensable pour maximiser l'impact de ces ressources.
- Améliorer la qualité et la gouvernance du système éducatif grâce à une formation initiale et continue des enseignants, une gestion efficace des écoles, et un environnement propice à l'apprentissage.

CITATIONS DE L'INTERVENANTE

Dr. Salimata Faye Diop, Économiste de l'éducation

« Il est nécessaire d'évaluer la situation de l'éducation dans les pays d'Afrique afin de mieux estimer les besoins en financement. »

« Les défis de financement pour combler les déficits sont nombreux en Afrique de l'Ouest. »

« Il nous reste beaucoup de défis importants par rapport aux engagements internationaux en matière de financement. Les pays, notamment ceux de l'Afrique de l'Ouest, tardent à les honorer. Il devient urgent de mettre à la disposition des systèmes éducatifs des ressources adéquates. »

« On voit que les ressources sont encore insuffisantes. Mais au-delà de cette insuffisance, il y a le problème de leur efficacité. »

« L'efficacité des ressources consacrées à l'éducation repose sur leur capacité à permettre l'atteinte des

objectifs éducatifs, qui peuvent différer d'un pays à l'autre. »

« Dans les pays en développement, les enfants issus de milieux défavorisés ont quatre fois plus de risques de ne pas être scolarisés que ceux provenant de ménages aisés. »

« La baisse du budget consacré à l'éducation n'a pas eu le même impact sur tous les ménages. Les enfants des familles les plus pauvres ont été les plus durement touchés. »

« L'arrivée de la pandémie a aggravé les problèmes de sous-financement, entraînant une stagnation, voire une baisse, des budgets alloués à l'éducation. »

« Quand on regarde la dernière décennie et l'impact de la pandémie de la COVID-19, on se rend compte que l'aide publique au développement est en constante décroissance, notamment celle destinée à l'éducation. À cela s'ajoute le fait que cette aide semble inéquitable, en raison d'incohérences dans son ciblage géographique. »

« Les jeunes subissent un déclassement professionnel : le diplôme n'est pas synonyme d'un emploi de qualité. »

« On constate une incohérence dans l'allocation des ressources humaines, ce qui engendre une inefficience dans l'utilisation des ressources. »

POUR ALLER PLUS LOIN

VIDÉO DE LA CONVERSATION



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

